

BULLETIN D'INFORMATION

Ce bulletin d'information concerne les résultats principaux du projet SASSPO (« Agriculture pour le développement durable : Un dialogue sur la demande sociétale, les tensions et les options de la politique »). SASSPO a déterminé les réalisations et les futurs besoins de soutien scientifique aux politiques agricoles de l'Union européenne en utilisant les résultats de la recherche existants et le processus de délibération démocratique.

Les quatre sujets suivants étaient considérés comme les plus importants pour accroître la connaissance du rôle de l'agriculture dans le développement durable de la société. En plus, le processus de dialogue politique est brièvement présenté.

Légitimation de la politique

La légitimation de la Politique agricole commune doit être renforcée et plus d'attention doit être consacrée à la cohérence interne et externe de la PAC, compte tenu des autres secteurs politiques et des changements de la demande sociétale. Une plus grande attention doit être portée aux échecs du marché (instabilité des prix et des revenus, abus du pouvoir de marché dans la chaîne agroalimentaire, externalités) et aux échecs de gouvernement (équité et distribution). Une réponse à la demande sociétale est l'incorporation plus équilibrée de divers intérêts (citoyens, contribuables, consommateurs, habitants ruraux). Pour pouvoir atténuer l'influence des intérêts nationaux, le rôle des institutions formelles et informelles qui ne sont pas responsables de la défense et de la promotion des intérêts nationaux officiels doit être renforcé dans la prise de décisions.

Pour pouvoir remanier les fondements de la PAC, les options pour une prise de décision plus démocratique doivent être étudiées pour mieux couvrir les parties concernées et pour améliorer la cohérence avec les politiques de l'UE en général. Il est nécessaire d'avoir plus d'information sur l'influence de la PAC sur l'économie de l'union, sur l'emploi, sur la croissance, sur la cohésion sociale et territoriale ainsi que sur les façons d'améliorer la complémentarité des politiques de l'UE.

Changements dans l'emploi agricole

Etant donné les changements dans la production agricole, le développement technologique, la diminution de la part de l'agriculture dans l'économie et l'accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre, la manière dont le travail est organisé est en train de changer rapidement. Les questions relatives à l'emploi doivent être gérées en étroite coopération avec les autres secteurs politiques.

Plus de recherche est nécessaire sur l'importance croissante de la contractualité ainsi que sur la main-d'œuvre immigrante, qui nécessite une perspective aussi bien sociale qu'économique (par exemple les effets sur la société rurale, sur les prix et la qualité des produits et sur la sécurité des fermes). En ce moment, les différences dans l'utilisation de la main-d'œuvre sont négligées dans les politiques basées sur les moyennes statistiques. L'emploi dans l'agriculture doit être étudié avec des approches multidisciplinaires. Par exemple les petites fermes à caractère « non-entrepreneur » sont un aspect important connecté à la pluriactivité des fermes et ainsi à l'emploi général dans les Etats membres du sud, tandis qu'un bas niveau de revenus dans l'agriculture affecte le développement de l'économie tout entière dans les Etats membres de l'Europe centrale et orientale.

Les Etats membres dans la mise en œuvre de la PAC

Les problèmes agricoles et ruraux varient considérablement dans les différents pays d'Europe. Par conséquent il faut avoir plus de flexibilité dans le contenu de la politique et dans le financement, et une politique plus ciblée et mieux adaptée aux conditions locales doit être acceptée. Les structures institutionnelles doivent être développées au niveau adéquat de l'administration pour pouvoir améliorer la qualité et l'efficacité de l'exécution de la PAC. Il ne faut pas exiger plus de réformes aux Etats membres avant que les réformes antérieures soient complètement exécutées.

Les exigences de la recherche contiennent l'amélioration de la base statistique des nouveaux Etats membres pour rendre les statistiques comparables avec UE-15. Il y a des problèmes avec les statistiques de la période d'avant l'accession et avec l'information détaillée sur l'influence de la PAC au niveau régional et sous-régional. La tâche principale de la recherche est de déterminer le niveau adéquat (UE, national, régional, local) d'administration pour les différentes mesures politiques.

Contrôle des résultats de la politique aux niveaux régional et sous-régional

On manque d'information sur les effets des mesures politiques appliquées. La manque d'information est liée aux effets économiques, environnementaux et sociaux de la PAC. Pour pouvoir améliorer les mesures politiques, il faut aussi avoir plus d'information sur les effets régionaux et sous-régionaux de la PAC. Un sujet présentant un intérêt spécial pour les chercheurs et les décideurs politiques est la manière dont les résultats de la recherche influent sur les décisions politiques.

Les études sur le contrôle et l'évaluation de la PAC doivent être développées pour pouvoir couvrir les effets directs aussi bien que ceux qui sont non-agricoles et ont un caractère d'externalité aux différents niveaux. Une plus ample recherche est également nécessaire sur l'effet de la mise en œuvre de la PAC sur les objectifs généraux de l'UE.

Les dialogues politiques en tant que moyens d'engager les parties intéressées dans le processus politique

Les dialogues politiques sont des exemples de procédures délibératives liées aux nouvelles formes de « gouvernance » qui ne comprennent pas seulement le secteur public mais aussi des acteurs représentant le marché et la société civile. Le dialogue politique renvoie à un processus facilité où les parties intéressées et les acteurs de la recherche et de la politique discutent sur une question politique spécifique et complexe, examinent les solutions possibles et formulent des recommandations concernant la politique. Dans la PAC, la liste des parties intéressées est longue et comprend par exemple les agriculteurs, les intérêts environnementaux et ruraux, l'industrie alimentaire, l'industrie des pesticides, les consommateurs, les habitants et les autres « utilisateurs » de la campagne, les politiciens, les fonctionnaires et les chercheurs travaillant avec la PAC, les Etats membres et les différents niveaux de l'administration.

Les participants des dialogues SASSPO ont trouvé qu'il existe un besoin pour une arène où les parties intéressées, les experts et les décideurs peuvent échanger des opinions et de l'information. Cette arène devrait être établie en dehors de la structure ordinaire, mais elle devrait avoir une connexion avec la discussion formelle dans le débat politique actuel. La programmation des débats est importante. La participation égale des parties intéressées, surtout celle des ONG a été soulignée. L'orientation vers l'avenir est une caractéristique importante du dialogue politique relatif à la PAC, puisqu'il y a une demande pour un programme politique à long terme.

SASSPO

Agriculture for Sustainable Development:

A dialogue on societal demand, pressures and options for policy

Les objectifs et les étapes du projet

SASSPO a organisé deux séminaires de dialogue politique avec des participants représentant 18 Etats membres de l'UE ainsi que la Commission européenne, l'OCDE et des organisations environnementales, d'agriculteurs et de propriétaires terriens. Basés sur les résultats des dialogues politiques et sur la recherche préliminaire, quatre documents de recommandations politiques ont été préparés dans lesquels les questions politiques les plus importantes, les recommandations politiques et les exigences de la recherche ont été présentées. SASSPO a été financé par la Commission européenne comme part du Sixième programme-cadre pour la recherche et le développement technologique. Le projet a été conduit par MTT Economic Research en Finlande et par LEI Agricultural Economics Research Institute dans les Pays-Bas.

Informations supplémentaires

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site Internet du projet, www.mtt.fi/sasspo.

Coordinatrice : professeur Hilikka Vihinen, MTT Agrifood Research, Finlande

courrier électronique : hilkka.vihinen@mtt.fi, tél. + 358 9 56.08.63.13